

# **POUR UNE DIMENSION SOCIALE DE L'UNION EUROPÉENNE**

## **CONTRE L'AUSTERITÉ, POUR L'EMPLOI ET LE PROGRÈS SOCIAL**



Le prochain Conseil européen des 27 et 28 juin se tiendra sur fond de crise économique et sociale sans égale qui touche l'ensemble de l'UE:

- Un chômage qui bat tous les records et qui touche plus de 26 millions de personnes, en particulier les jeunes. Aujourd'hui, 18 pays de l'Union européenne affichent un taux de chômage des jeunes supérieur à 20 %, avec des pics dramatiques en Grèce (60 %), Espagne (54 %) et Portugal (38 %)
- Un pouvoir d'achat en berne: les salaires réels baissent dans la plupart des pays
- Les inégalités sociales, sous toutes leurs formes, se creusent dans presque tous les pays de l'UE, et pas seulement en raison de la succession des crises financières, économiques et de l'endettement.

### **QUELLES SERONT LES CONCLUSIONS DU CONSEIL EUROPEEN DE JUIN POUR FAIRE FACE À L'URGENCE SOCIALE?**

La Commission et le Conseil reconnaissent que l'impact de la crise économique et sociale a «atteint les limites du socialement supportable dans une série de pays» et que «la lutte contre le chômage est le défi social le plus important auquel l'UE est actuellement confrontée».

Or, nous constatons que les dirigeants européens et la Commission persèverent dans leur politique d'austérité aveugle et de dites réformes du marché du travail qui consistent en fait à réduire la fonction protectrice du droit du travail et des conventions collectives de travail. Ils continuent à détricoter le modèle social européen en contraignant les Etats-membres à mettre en œuvre les recommandations antisociales et antisyndicales de la Commission qui dicte désormais la politique économique et sociale de l'ensemble de l'UE.

Le Luxembourg n'est lui non plus pas épargné par ces attaques contre son modèle social: la remise en cause des négociations collectives et du dialogue social par le patronat, les attaques continues contre le système d'indexation des salaires et des pensions, le non-versement de l'ajustement des pensions dues au premier janvier, par le gouvernement, la dégradation des prestations familiales et des mesures fiscales, qui touchent de plus en plus les salariés, en sont des exemples.

**Sans l'arrêt des politiques d'austérité et sans mesures concrètes en faveur de la croissance et de l'emploi, le soutien démocratique pour le projet européen sera remis en question!**

Une nouvelle politique européenne est nécessaire qui implique une dimension sociale forte de l'UE fondée sur

- le respect des droits sociaux fondamentaux et l'amélioration des conditions de vie et de travail
- la lutte contre le chômage, la pauvreté, les inégalités et le dumping salarial
- une politique qui mise sur la croissance et qui favorise le pouvoir d'achat des salariés et des retraités
- la promotion de notre modèle social européen qui a montré son efficacité et est fait d'une protection sociale solide, de services publics de qualité et de dialogue social.

**LES DISCOURS NE SUFFISENT PAS: IL REVIENT AUX CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE PRENDRE LEURS RESPONSABILITES ET D'EXIGER UN CHANGEMENT DE CAP POUR QUE LES POLITIQUES ECONOMIQUES DONNENT PRIORITE A LA CROISSANCE ET A L'EMPLOI.**



**OGB-L**

[www.ogbl.lu](http://www.ogbl.lu)